

UDAF DE L'ARDECHE
370 AVENUE JACQUES DUPIN
07000 PRIVAS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31 décembre 2024

www.anc2-expertise.fr • contact@anc2-expertise.fr

• Agence d'Annonay Domaine de la Gare «Le Rossini» 07100 Annonay t. 04 75 33 11 11	• Agence du Cheylard 5 rue Saint Joseph 07160 Le Cheylard t. 04 75 29 11 19	• Agence de Davézieux 15 rue des Pins Centre le Mas 07430 Davézieux t. 04 75 67 67 62	• Agence de Lamastre 26 place Seignobos 07270 Lamastre t. 04 75 07 63 36	• Agence de Sarraz 43 av. du 8 mai 1945 07370 Sarraz t. 04 75 23 02 90	• Agence de Tournon 6 rue Lagrange 07300 Tournon t. 04 82 13 00 01	• Agence de Valence 4 rue Georges Auric 26000 Valence t. 04 75 33 11 11	• Agence de Vernoux 5 rue Simone Vialet 07240 Vernoux en Vivarais t. 04 75 29 11 19
--	--	---	---	---	---	--	--

Société d'expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région de Lyon
Commissaire aux comptes de la Compagnie de Nîmes

SARL au capital de 40 000 € - RCS 328 131 636 00032 - NAF 6920Z - n° TVA Intracom : FR23328131636

UDAF DE L'ARDECHE
370 AVENUE JACQUES DUPIN
07000 PRIVAS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs les membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **UDAF DE L'ARDECHE** » relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association « **UDAF DE L'ARDECHE** » à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association « **UDAF DE L'ARDECHE** » à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilité du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection

d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Annonay, le 9 Avril 2025


Pour SARL ANC2
Michel CRESPIN
Commissaire aux comptes

www.anc2-expertise.fr • contact@anc2-expertise.fr

• Agence d'Annonay Domaine de la Gare «Le Rossini» 07100 Annonay t. 04 75 33 11 11	• Agence du Cheylard 5 rue Saint Joseph 07160 Le Cheylard t. 04 75 29 11 19	• Agence de Davézieux 15 rue des Pins Centre le Mas 07430 Davézieux t. 04 75 67 67 62	• Agence de Lamastre 26 place Seignobos 07270 Lamastre t. 04 75 07 63 36	• Agence de Sarraz 43 av. du 8 mai 1945 07370 Sarraz t. 04 75 23 02 90	• Agence de Tournon 6 rue Lagrange 07300 Tournon t. 04 82 13 00 01	• Agence de Valence 4 rue Georges Auric 26000 Valence t. 04 75 33 11 11	• Agence de Uernoux 5 rue Simone Vialet 07240 Uernoux en Uivrais t. 04 75 29 11 19
--	--	---	---	---	---	--	---

Société d'expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région de Lyon
Commissaire aux comptes de la Compagnie de l'Imes
SARL au capital de 40 000 € - RCS 328 131 636 00032 - NAF 6920Z - n° TVA Intracom : FR23328131636

BILAN ACTIF
GLOBAL INSTITUTION ET SERVICES UDAF ARDECHE

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	Montant net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres immobilisations incorporelles	83 514.76	83 514.76	0.00	0.00
Immobilisations incorporelles en cours	0.00	0.00	0.00	0.00
Immobilisations corporelles				
Terrains	116 148.44	0.00	116 148.44	158 709.73
Constructions	3 301 803.72	484 434.75	2 817 368.97	676 649.71
Installations techniques, matériel et outillage	0.00	0.00	0.00	
Autres immobilisations corporelles	686 348.57	565 273.69	121 074.88	98 731.60
Immobilisations corporelles en cours	0.00	0.00	0.00	1 083 242.83
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres titres immobilisés	0.00	0.00	0.00	0.00
Prêts	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres immobilisations financières	856.00	0.00	856.00	1 476.00
TOTAL 1	4 188 671.49	1 133 223.20	3 055 448.29	2 018 809.87
Comptes de liaison	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL 2	0.00	0.00	0.00	0.00
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres approvisionnements	0.00	0.00	0.00	0.00
En-cours de production (biens et services)	0.00	0.00	0.00	0.00
Produits intermédiaires et finis	0.00	0.00	0.00	0.00
Marchandises	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres stocks	0.00	0.00	0.00	0.00
Avances et acomptes versés sur commandes	0.00	0.00	0.00	4 822.50
Créances				
Créances redevables et comptes rattachés	380 271.44	0.00	380 271.44	147 214.76
Autres créances	3 328.00	0.00	3 328.00	3 023.20
Valeurs mobilières de placement	1 148 030.82	0.00	1 148 030.82	1 130 955.20
Disponibilités	879 867.39	0.00	879 867.39	894 361.28
Charges constatées d'avance	12 486.23	0.00	12 486.23	16 831.00
TOTAL 3	2 423 983.88	0.00	2 423 983.88	2 197 207.94
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0.00	0.00	0.00	0.00
Primes de remboursement des obligations	0.00	0.00	0.00	0.00
Ecart de conversion (actif)	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL GENERAL	6 612 655.37	1 133 223.20	5 479 432.17	4 216 017.81

BILAN PASSIF
GLOBAL INSTITUTION ET SERVICES UDAF ARDECHE

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	0.00	0.00
Fonds associatifs avec droit de reprise	0.00	0.00
Dons et legs	0.00	0.00
Subventions d'investissement	0.00	0.00
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	328 020.09	328 020.09
Réserve de compensation	93 810.62	93 810.62
Réserve de compensation des déficits	265 522.11	182 718.20
Réserve de compensation des charges d'amortissement	0.00	0.00
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de rou	0.00	0.00
Autres réserves	623 178.83	623 178.83
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	281 751.72	240 473.37
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposa	0.00	0.00
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	- 5 754.37	55 656.36
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	0.00	0.00
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	130 928.09	55 335.60
Subventions d'investissement	29 650.00	0.00
Provisions réglementées		
Couverture du besoin en fonds de roulement	0.00	0.00
Amortissements dérogatoires & provisions pour renouvellement	0.00	0.00
Réserves des plus-values nettes d'actif	0.00	0.00
Immobilisations grevées de droits	0.00	0.00
Autres provisions réglementées	0.00	0.00
TOTAL 1	1 747 107.09	1 579 193.07
Comptes de liaison	0.00	0.00
TOTAL 2	0.00	0.00
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	223 628.51	191 069.97
Provisions pour charges	739 703.19	666 281.19
Fonds dédiés	98 791.27	26 981.29
TOTAL 3	1 062 122.97	884 332.45
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 706 407.40	897 726.30
Emprunts et dettes financières divers	0.00	0.00
Dépôts et cautionnements reçus	0.00	0.00
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0.00	0.00
Redevables créditeurs	0.00	0.00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	90 408.03	51 578.94
Dettes sociales et fiscales	401 411.22	386 587.45
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	71 801.13	472.42
Autres dettes	392 940.05	385 896.58
Produits constatés d'avance	7 234.28	30 230.60
TOTAL 4	2 670 202.11	1 752 492.29
Ecart de conversion (passif)	0.00	0.00
TOTAL GENERAL	5 479 432.17	4 216 017.81

COMPTES DE RESULTAT

CONSOLIDE

		Exercice N	Exercice N-1	ECART N/N-1	
LIBELLES		2024	2023	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Produits des Tutelles		2 293 281,21	2 038 645,34	254 635,87	0,12
Produits & Prestations de Services autres		380 905,24	301 555,13	79 350,11	0,26
Fonds spécial		247 704,07	236 454,23	11 249,84	0,05
Subventions de Fonctionnement autres		668 049,46	654 175,12	13 874,34	0,02
Reprises sur Amortiss.& Provis., Transferts de Charges		40 460,53	31 178,69	9 281,84	0,30
Produits de Gestion courante autres		9 365,70	3 913,60	5 452,10	1,39
Total des Produits d'Exploitation (I)		3 639 766,21	3 265 922,11	373 844,10	0,11
CHARGES D'EXPLOITATION					
Achats stockés, Approvisionnements autres					
Variation de Stocks					
Achats et Charges Externes autres		542 053,32	484 535,82	57 517,50	0,12
Impôts, Taxes et versements assimilés		209 525,28	177 457,00	32 068,28	0,18
Salaires et Traitements		1 805 752,72	1 750 833,12	54 919,60	0,03
Charges Sociales		713 210,76	648 209,58	65 001,18	0,10
Dotations aux Amortissements sur Immobilisations		142 983,00	85 297,13	57 685,87	0,68
Dotations aux Provisions sur Immobilisations					
Dotations aux Provisions sur Actif Circulant					
Dotations aux Provisions pour Risques et Charges		199 220,54	66 784,97	132 435,57	1,98
Subventions versées aux Associations		19 750,66	18 582,44	1 168,22	0,06
Charges de Gestion courante autres		1 229,26	1 128,60	100,66	0,09
Total des charges d'Exploitation (II)		3 633 725,54	3 232 828,66	400 896,88	0,12
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		6 040,67	33 093,45	-27 052,78	-0,82
PRODUITS FINANCIERS					
Produits des Valeurs Mobilières et Créances autres		18 012,57	40 000,00	-21 987,43	-0,55
Intérêts et Produits assimilés autres					
Reprises sur Provisions et Transferts de Charges					
Produits nets s/cessions Valeurs Mobilières Placement			4 298,70		
Total Produits Financiers (III)		18 012,57	44 298,70	-21 987,43	-0,50
CHARGES FINANCIERES					
Dotations Financières aux Amortissements et Provisions					
Intérêts et Charges assimilées		38 021,11	6 837,50	31 183,61	4,56
Charges nettes s/Cessions Valeurs Mobilières Placement					
Total des Charges financières (IV)		38 021,11	6 837,50	31 183,61	4,56
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		-20 008,54	37 461,20	-53 171,04	-1,53
3 - RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)		-13 967,87	70 554,65	-80 223,82	-1,20
PRODUITS EXCEPTIONNELS					
Produits Exceptionnels sur Opérations de Gestion & Dive		245 000,00	502,68	244 497,32	486,39
Produits Exceptionnels sur Opérations en Capital					
Reprises Except. Sur Provisions, Transferts de Charges		350,00		350,00	
Total Produits Exceptionnels (V)		245 350,00	502,68	244 847,32	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELS					
Charges Exceptionnels sur Opérations de Gestion & I.S.		100 454,04	5 721,73	94 732,31	0,00
Charges Excptionnels sur Opérations en Capital					
Dotations Except. Aux Amortissements et Provisions					
total des Charges Exceptionnelles & I.S. (VI)		100 454,04	5 721,73	94 732,31	0,00
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		144 895,96	-5 219,05	150 115,01	-28,76
5 - RESULTAT INTERMEDIAIRE (3+4)		130 928,09	65 335,60	69 891,19	1,00
" +Report ressources non utilisées des excerc.antérieurs					
" -Engagements à réaliser sur ressources affectées			10 000,00		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+Ressources)		3 903 128,78	3 310 723,49	596 703,99	0,18
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+Engagements)		3 772 200,69	3 255 387,89	526 812,80	0,16
6 - RESULTAT : EXCEDENT OU INSUFFISANCE		130 928,09	55 335,60	69 891,19	1,37

I - ANNEXE

COMPTES ANNUELS AU 31/12/2024

A) Rappel de l'objet social et l'entité

L'UDAF de pour objet, sur plan départemental :

- D'appliquer les dispositions de l'article L.211-3 du code de l'action sociale et des familles.
- De donner à l'UNAF, des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui soumettre toutes suggestions lui semblant opportunes.
- D'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles.
- De mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leurs missions.
- De faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial exercent une activité utile aux familles.
- De gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier.
- D'agir dans tous les domaines de la vie des familles.

B) Rappel de la nature et du périmètre des missions sociales réalisées.

-L'UDAF 07 a pour mission dans le périmètre défini par l'article L.211-3 du code de l'action sociale et des familles d'assurer la défense et la représentation des familles auprès des pouvoirs publics. Elle développe et gère également de nombreux services d'aide aux familles et aux personnes, par délégation de service public ou de sa propre initiative.

Le service le plus important de l'association (MJPM) compte 1080 mesures au 31/12/2024 soit une baisse de 1% par rapport à 2023.

Le service DPF durant l'exercice recense 45 mesures soit une hausse de 21% par rapport au réalisé 2023.

C) Moyens mis en œuvre

L'UDAF 07 est propriétaire des locaux suivants :

Pour le siège au 370 Avenue Jacques Dupin à Privas,
d'une antenne à Privas au 9 cours du temple
et d'une antenne à Annonay Résidence les cordeliers

Elle est locataire de l'antenne à Aubenas 2 bd Pasteur.

L'UDAF07 loue une flotte d'une vingtaine de véhicules pour permettre aux salariés essentiellement les délégués mandataires d'assurer leurs prestations auprès des personnes protégées.

L'UDAF07 dispose d'un personnel au cours de l'année 2024 de 51.21ETP pour assurer les différentes tâches décrites ci-dessus, se répartissant comme suit

- 36.99 ETP en MJPM
- 2.10 ETP en DPF
- 2.74 ETP en PCB
- 1.70 ETP en gestion du FUL et FAJ

- 5.40 ETP en MASP/MAESF
- 1.00 ETP en conseiller numérique
- 0.45 ETP en MDF
- 0.83 ETP en Action familiale

D) FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE :

Application effective de la réforme de la tutelle et de son financement à compter du 1er Janvier 2009

E) PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES :

- A compter du 31/1/2008 application de la nouvelle présentation du plan comptable des établissements sociaux et médico sociaux privé complet conformément au décret du 22/10/2003 et modifié par arrêté du 11/12/2014.
- L'UDAF de l'Ardèche applique les dispositions financières du code de l'action sociale et des familles
- Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
 - Continuité de l'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices,
 Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
- Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déductions des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Conformément aux dispositions du code de l'action sociale et des familles, l'UDAF établit des comptes séparés selon les activités et l'origine des financements.

- Institution familiale
- Surendettement
- Logement
- Gestion FAJ
- MJAGBF/DPF
- MJPM
- MASP/MAESF
- Point Conseil Budget

F) NOTES SUR LE BILAN :

F-1) BILAN ACTIF :

⇒ **Immobilisations détenues en Crédit-bail** : néant

L'UDAF n'utilise pas les comptes des fonds dédiés

⇒ **Amortissements pour dépréciation** :

moyenne	Mode d'amortissement	Durée
Constructions	Linéaire	40 à 50 ans
Agencements	Linéaire	20 à 30 ans
Matériels et outillages	Linéaire	10 ans
Matériels informatiques	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans

⇒ **Actif circulant** – Classement par échéance :

L'échéance de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

⇒ **Actif circulant – Produits à recevoir :**

Les produits à recevoir sont constitués du :

- Solde du fonds spécial UNAF part I et II
 - Solde des prélèvements des frais de gestion des majeurs MJPM
 - Solde de la convention de gestion du FAJ au Département,
 - Solde de la convention de gestion du FUL au Département,
 - Solde de la facturation des mesures MASP du 4^{ème} trimestre 2023,
 - Solde facture ASLL 2024 et solde subvention CAF du PCB,
- et s'élèvent à 380 271.44 € au 31/12/2024

⇒ **Actif circulant – Charges constatés d'avance : s'élève à 12 486.23**

Correspondent à la cotisation assurance dommages nouveau local du 09/02/23 au 09/02/33.

xxxxxxxxxxxxxx

F-2) BILAN PASSIF :

⇒ **Provisions pour risques et charges :**

↘ **Institution**

✓ Provision pour charges		
• Obligation contractuelle	=	369 421.04 €
• Grosses réparations	=	59 145.60 €
• Formation et risque	=	45 135.00 €
• Recommandation Nexem	=	506.75 €

474 208.39 €

↘ **Tutelles MJPM**

✓ Provision pour risques		
• Pour risques dossiers tutelle	=	51 769.00 €
• Pour risques frais de gestion irre	=	12 741.87 €
• Pour risques formation	=	11 952.00 €
• Provision pour retraite	=	135 425.00 €
• Provision mise en conformité +RGPD=		6 150.00 €
• Provision pour charge (formation) =		14 859.59 €
• Provision pour grosses réparations =		33 026.00 €
• Provision recomm.nexem	=	21 099.32 €
• Prov. dépassement kms	=	500.00 €

287 522.78 €

✎ Tutelles MJAGBF

• Provision pour retraite	=	4 443.48 €
• Provision pour charge formation	=	3 600.00 €
• Provision pour risque recom.nexem	=	585.15 €
		<hr/> 8 628.63 €

✎ MASP / MAESF

• Provision pour obligation contractuelle	=	55 882.48 €
• Provision pour formation cnc	=	5 750.00 €
• Provision pour RGPD	=	6 240.00 €
• Provision pour risque arrêt service masp	=	20 749.00 €
• Provision recomm.nexem	=	1 224.44 €
• Provision primes à verser	=	23 000.00 €
		<hr/> 112 845.92 €

✎ Point Conseil Budget

• Provision pour obligation contractuelle	=	5 750.00 €
• Provision pour formation	=	1 800.00 €
• Provision pour risque sub. non reçu	=	6 651.67 €
• Prov.recommand.Nexem	=	965.24 €
		<hr/> 15 166.91 €

✎ Logement

• Provision pour obligation contractuelle	=	37 900.00 €
• Provision pour risque logiciel + person.	=	8 000.00 €
• Provision mise en conformité RGPD	=	5 000.00 €
• Prov.recommand.Nexem	=	797.93 €
		<hr/> 51 697.93 €

✎ Gestion FAJ

• Provision pour obligation contractuelle	=	2 150.00 €
• Provision pour formation RGPD	=	3 000.00 €
		<hr/> 5 150.00 €

✎ Gestion Conseiller Numérique

• Provision pour risque et charge	=	1 500.00 €
• Prov.recommand.Nexem	=	2 466.14 €
		<hr/> 3 966.14 €

Maison de la Famille

• Provision pour risque sub non recu	=	4 145.00 €
		<hr/> 4 145.00 €
Total	=	963 331.70 €

⇒ **Dettes financières** – Classement par échéance :

Emprunt au 31/12/24

Dettes	Total dû au 31/12	dû à 1 an au plus	dû entre 1 et 5 ans	dû à plus de 5 ans
<i>mjpm</i>				
Emprunt souscrit le 28/08/15	7 500.37	7 500.37	0	
<i>Inst.</i>				
Emprunt ca	1 398 907.45	22 509.32	292 004.68	1 085 486.00
Emprunt ca	299 999.58			
TOTAL	1 706 407.40	30 009.69	292 004.68	1 085 486.00

Dettes financières – Sûreté réelles accordées :

Type finale	Bien donné en garantie	Montant de la dette au 31/12	Echéance de la dette
Nantissement Hypothèque			

⇒ **Autres dettes** – Classement par échéance :

Toutes les dettes, autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.

⇒ **Autres dettes**, Provision pour Congés à Payer :

Provision pour congés à payer totalement provisionnée par service

⇒ **Produits constatés d'avance** : 7 234.28€

Subvention ISTF du 1/1/25 au 31/10/25 7 234.28 €

F-3) BILAN :

⇒ Comptes de liaison au 31/12/24 relatif à la trésorerie

Services	ACTIF	PASSIF
Institution	1 720 132.91	0.00
MJAGBF	943.61	65 785.97
MJPM	28 564.06	1 228 369.40
MASP/MAESF	/	162 982.69
Logement	/	18 787.79
Conseiller num.	/	15 001.25
Gestion faj	/	32 373.48
Point Conseil Budget	/	215 622.79
MDF	/	10 717.21
totaux	1 749 640.58	1 749 640.58

Les comptes de liaison sont équilibrés au 31/12/24

Au titre de changement de méthode à la demande du commissaire aux comptes, les comptes de liaison ont été compensés conformément aux dispositions du plan comptable dans le bilan consolidé.

⇒ Montant des fonds gérés par service

FUL	:	274 975.36
FAJ	:	11 338.69
MASP	:	3 877.62
MJAGBF	:	41 027.31
MJPM	:	14 993.91
Soit un total de		346 212.89

Montant des patrimoines tutelles 31 328 700.74€

G) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

⇒ Subventions : conditions suspensives ou résolutives :

Néant

⇒ Charges et Produits exceptionnels et sur exercices antérieurs :

Néant

⇒ Recettes par activité

au 31/12/2024	RECETTES									
	institution	MDF	CONS.NUM	LOGEMENT	GEST.FAJ	MASP	DPF	MJPM	PCB	TOTAL
CAF ARDECHE DPF							144 913,00			144 913,00
ETAT								2 141 923,11		2 141 923,11
MSA		5 800,00								5 800,00
MAJEURS PROTEGES								374 736,14		374 736,14
MAJEURS PROTEGES MES ADHOC								6 169,10		6 169,10
FONDS SPECIAL UNAF										
PART I	197 506,63									197 506,63
PART II	16 548,91		12 473,09						21 175,44	50 197,44
DEPARTEMENT/DIAGNOSTIC PARE	14 000,00	8 000,00		99 000,00	22 500,00	282 746,00		6 445,10	61 000,00	493 691,10
DEPARTEMENT MES ADHOC								5 000,00		5 000,00
CAF ARDECHE		13 814,00	8 000,00						24 000,00	45 814,00
SUB CONSO UNAF	450,00									450,00
ETAT CNFS/CDC			14 000,00						50 562,00	64 562,00
ISTF DDCSPP	11 677,46									11 677,46
PACS SOLIDARITE MDF ITI		6 668,00	6 666,00						6 666,00	20 000,00
ACCOMP.IMPAYES									10 000,00	10 000,00
ACTION LOGEMENT									17 500,00	17 500,00
TOTAL	240 183,00	34 282,00	41 139,09	99 000,00	22 500,00	282 746,00	144 913,00	2 534 273,45	190 903,44	3 589 939,98

⇒ **Charges et Produits exceptionnels et sur exercices antérieurs :**

Cession d'éléments d'actifs, vente du bâtiment au 22 cours du temple à Privas notre ancien siège social remplacé par le nouveau bâtiment construit au 370 avenue Jacques Dupin à Privas.

Reprise sur provision à hauteur de l'amortissement prévu de la subvention d'investissement octroyée par le Crédit agricole concernant la construction du nouveau local.

H) AUTRES INFORMATIONS :

Ventilation de l'effectif moyen de l'exercice :

Renseignements en E.T.P. tels qu'ils ressortent de l'état du personnel.

Catégories	Direction / Encadrement	Administration/ Gestion	Socio-éducatif	Totaux
Institution	0.20	0.63	0.00	0.83
MDF	0.23	0.07	0.15	0.45
MJAGBF	0.28	0.15	1.67	2.10
MJPM	3.14	14.41	19.44	36.99
MASP/MAESF	0.39	1.31	3.70	5.40
Cons.Num.	0.08	0.02	0.90	1.00
Logement	0.06	1.33	0.00	1.39
Gestion FAJ	0.02	0.29	0.00	0.31
PCB	0.50	0.18	2.06	2.74
TOTAUX	4.90	18.39	27.92	51.21

I) Redevance à l'URAF

L'UDAF de l'Ardèche a prévu une redevance et une cotisation annuelle à hauteur de 4 000€ conformément à l'article 3 de la convention relative au fonctionnement de l'association interdépartementale des UDAF Rhône Alpes affecté sur le compte 622820.

J) Reversement du Fonds Spécial

Il a été retenu 10% de la 1^{ère} tranche du fonds spécial soit 19 750.66 € aux fédérations et associations.

K) Décision de l'Assemblée Générale

L'Assemblée générale de l'Ardèche réunie le 29 Juin 2024 a décidé à l'unanimité :
- d'affecter le résultat 2023 (hors tutelles) en report à nouveau pour un montant de
+ 41 278.35€

- et nous sommes en attente pour le service MJPM et DPF pour l'exercice 2023
Nous proposons au résultat 2022 MJPM au compte 106820 excédent affecté à l'investissement pour 64 915.63€.
Et Résultat 2022 DPF au compte 11510 excédent affecté à la réduction des charges d'exploitation pour 10 552.36€.

Par contre nous avons le retour de l'exercice 2022 pour le service MJPM et DPF
Résultat arrêté 2022 MJPM de 64 915.63 € ramené à 71 501.45 € affecté à :
La réserve de compensation des charges d'amortissements pour un montant de 71 501.45€.

Résultat arrêté 2022 DPF de 10 552.36€ ramené à 11 302.46€ affecté à :
Réserve de compensation des charges d'amortissements pour 11 302.46€

L) Observation sur les comptes des services MJAGBF et MJPM

Le bilan présenté fait apparaître un excédent de 130 928.09€
Cet excédent correspond aux situations suivantes :

- Excédent institution	4 221.92€
- Excédent Maison de la Famille	182.79€
- Excédent Service Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familial (MJAGBF)	12 051.20€
- Excédent Service Mesures Judiciaires de Protection des Majeurs (MJPM)	120 598.64€
- Excédent service Logement	204.98€
- Déficit service Conseiller numérique	- 8 770.82€
- Excédent service Gestion Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)	194.18€
- Excédent service Masp/Maesf	1 341.14€
- Excédent Point Conseil Budget	904.06€

Les comptes des services MJAGBF et MJPM sont des Etablissements et Services Sociaux et Médicaux Sociaux ESSMS. Ils sont soumis aux dispositions du décret du 22 Octobre 2003 repris dans les articles R314-8 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles. Selon l'article R514-52 de ce code l'autorité de tarification peut avant d'affecter le résultat de ces services en modifier d'office le montant.
Ces comptes sont sous réserve d'une modification possible du résultat des services MJAGBF et MJPM par l'autorité de tarification.

M) **Réajustement de la clé de répartition** des salaires entre les services pour le personnel attaché à la direction selon le chiffre d'affaires de l'année 2023 et pour le personnel RH selon l'effectif de l'année 2023.

N) **Tableau de variation de fonds propres** : tableau prévu à l'article 431-5 du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif peut être adapté en application de l'article 153-1 selon le modèle suivant :

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	0.00				0.00
Fonds propres avec droit de reprise					0,00
Ecart de réévaluation					0,00
Réserves	1 227 727.74	82 803.91			1 310 531.65
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		82 803.91			82 803.91
Report à nouveau	296 129.73	-20 132.38			275 997.35
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	55 656.36	-61 410.73			-61 410.73
Excédent ou déficit de l'exercice		-55 335.60	130 578.09		130 578.09
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			132 649.84		132 649.84
Situation nette					
Fonds propres consommables					0,00
Subventions d'investissement	0.00		30 000.00		30 000.00
Provisions réglementées	0.00			0.00	0.00
	1 579 193.07	7 335.93	160 578.09	0.00	1 747 107.09

0) **Tableau de détermination du résultat global** : art.153-2

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE 2023	EXERCICE 2024
RESULTAT COMPTABLE	55 335.60	130 578.09
Reprise du résultat antérieur		
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	55 335.60	130 578.09
Dont résultat effectif sous gestion propre	41 278.35	- 2 071.75
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	14 057.25	132 649.84

